



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'environnement**

Montpellier, le **25 MARS 2025**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025-03-DRCL-0084

Mise en demeure de la société Carrières & Matériaux Sud-Est (CMSE) de respecter les prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux superficielles pour ses installations sur les communes de Saint-Pons-de-Thomières et de Riols

Le préfet de l'Hérault

- VU** le Code de l'Environnement en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2025.03.DRCL.066 du 3 mars 2025 portant délégation de signature à Mme Véronique MARTIN SAINT LEON, secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013-01-2323 du 10 décembre 2013, modifié, autorisant la société Carayon Languedoc à exploiter en renouvellement et en extension une carrière de quartzites et de calcaires sur le territoire des communes de Saint-Pons-de-Thomières et de Riols, et notamment ses articles 7.3.8 et 8.1.2 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2021-01-249 du 18 mars 2021 autorisation le changement d'exploitant de la carrière de la société Carayon Languedoc au bénéfice de la société CMCA, devenue ultérieurement CMSE ;
- VU** les rapports établis par l'inspecteur de l'environnement suite aux visites effectuées sur le site en dates des 25 septembre 2024 et 17 février 2025 ;
- VU** le courrier de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant en date du 28 février et 17 mars 2025 conformément aux articles L.171-7 et L.514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations, et les éléments de réponse de la société CMSE en date du 18 mars 2025 ;
- VU** le plan d'actions transmis en réponse par l'exploitant en date du 12 mars 2025, relatif aux aménagements à réaliser en partie basse de la carrière ;

CONSIDÉRANT que l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2013 susvisé stipule que l'exploitant doit prendre toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées, dans la mesure du possible, par les activités de la carrière ;

CONSIDÉRANT que cet article prescrit également que les eaux pluviales tombant à l'intérieur du site sur le carreau et les pistes de circulation, sont dirigées vers le niveau le plus bas de la carrière ;

CONSIDÉRANT que lors des visites en dates des 25 septembre 2024 et 17 février 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la zone basse de la carrière et des installations de transit et de traitement des matériaux génère, lors des épisodes pluvieux, des rejets de matières en suspension dans le ruisseau de Condades, affluent du Jaur, du fait de l'insuffisance des dispositions en place pour collecter et décanter les eaux de ruissellement ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 17 février 2025, il a été constaté que l'exploitant n'a pas réalisé les mesures correctives dont il avait annoncé la mise en œuvre par courrier du 28 octobre 2024 afin de prévenir les risques de pollution du cours d'eau, consécutivement à la visite de la DREAL du 25 septembre ;

CONSIDÉRANT les constats effectués le 10 mars 2025 par l'Office Français de la Biodiversité au droit du ruisseau affluent Le Bégot, attestant que le secteur haut de la carrière, à savoir l'extension « quartzites », est également à l'origine de rejets non-conformes dans les eaux superficielles ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société CMSE de respecter les prescriptions susvisées ;

SUR proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : Objet

La société Carrières & Matériaux Sud-Est (CMSE), dont le siège social est situé 855 rue René Descartes à Aix-en-Provence (13100), est mise en demeure de mettre son établissement de Saint-Pons-de-Thomières (lieu-dit Bégot) et de Riols en conformité avec les dispositions de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2013-01-2323 du 10 décembre 2013 susvisé, relatives à la prévention de la pollution des eaux de surface et à la gestion des eaux pluviales.

ARTICLE 2 : Modalités et délais de mise en œuvre

En vue de répondre à l'objectif de l'article 1^{er}, la société CMSE met en œuvre le plan d'actions relatif à la **zone basse de la carrière** et des installations de traitement et de transit de matériaux, transmis à l'inspection en date du 12 mars 2025, dans le respect des échéances mentionnées. L'exploitant réalise la surveillance et l'entretien des aménagements réalisés de façon à assurer le maintien de leur efficacité.

Concernant la **zone haute de la carrière** (extension « quartzites »), il transmet à l'inspection des installations classées sous 7 jours à compter de la notification du présent arrêté, un diagnostic des causes de la pollution du ruisseau Le Bégot, ainsi que les dispositions qu'il envisage de mettre en œuvre, accompagnées d'un calendrier de réalisation ne dépassant pas 3 mois supplémentaires, pour assurer de façon pérenne la bonne gestion des eaux pluviales.

Les dispositions du protocole de suivi de la qualité de la source du Bégot, mentionné à l'article 7.3.8 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2013 susvisé, sont mises en œuvre en ce qui concerne les paramètres pH, MEST et DCO, sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté, lors d'un épisode de pluie. Ces prélèvements et analyses sont renouvelés autant que nécessaire afin de suivre l'efficacité des actions correctives mises en œuvre.

Les résultats et leur interprétation sont transmis à l'inspection des installations classées dans les 7 jours consécutifs à leur réception par l'exploitant.

ARTICLE 3 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{re} du Code de l'environnement.

ARTICLE 4 : Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société Carrières & Matériaux Sud-Est (CMSE) et publié au recueil des actes administratifs du département.

Une copie sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Hérault ,
- Messieurs les Maires des communes de Saint-Pons-de-Thomières et de Riols,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,



Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale

Véronique MARTIN SAINT LEON

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.